

/ COMMUNIQUE DE PRESSE / COMMUNIQUE DE PRESSE /

DEUXIEME ENQUETE DE L'OBSERVATOIRE DE LA DEMOCRATIE DE PROXIMITE AMF-CEVIPOF/SCIENCESPO

Les attentes des Français vis-à-vis de leurs maires : proximité et reconduction

Dans le cadre de l'Observatoire de la démocratie de proximité, à l'initiative et en partenariat avec l'AMF, le CEVIPOF/SciencesPo a conduit une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 15 308 Français pour connaître leurs attentes en vue des prochaines échéances électorales, comprendre le contexte socio-économique local dans lequel les administrés jugent leur maire, et étudier les déterminants du bilan des exécutifs municipaux.

Voici les principaux enseignements :

- **Les 15 308 personnes interrogées par l'enquête AMF-CEVIPOF/SciencesPo manifestent un large sentiment positif sur le bilan des maires et de leur équipe municipale** à quelques mois des prochaines échéances électorales. **Pour 75 % des répondants, le maire a accompli un travail excellent (12 %) ou bon (63 %).** Contrairement à une idée reçue, les nouveaux arrivants dans une commune jugent moins sévèrement le bilan de l'action municipale que les personnes les plus sédentaires : respectivement 82 % et 70 %.
- **Le niveau de confiance à l'égard des maires reste toujours le plus élevé (71 %) devant l'ensemble des autres élus, locaux ou nationaux.** À travers ce résultat, ce n'est pas seulement le lien de proximité qui est recherché même s'il reste le principal ressort du lien de confiance. En effet, quelle que soit la taille de la commune, les quatre premières qualités attendues d'un maire sont l'honnêteté (40 %), le respect des promesses (19 %), la proximité (18 %) et la compétence (14 %).
- Les résultats de notre enquête mettent en évidence deux priorités d'action publique que les habitants souhaiteraient voir endosser par leur maire pour les années futures : ① **la préservation de l'environnement** et ② **le développement ou le maintien des services de proximité.**
- A propos de décentralisation, la représentation de l'avenir de la commune oppose deux groupes de citoyens : **les partisans d'une accélération de l'intercommunalité (30 %) et les promoteurs de communes plus autonomes (70 %).** L'enquête AMFCEVIPOF/ SciencesPo souligne que seule une minorité de citoyens est favorable à une amplification du mouvement de regroupement (19 %) ou de fusion avec d'autres communes (11 %). Ils sont 48 % à privilégier le modèle de communes disposant de compétences de proximité. Ce choix est d'autant plus marqué que le degré d'attachement à la commune est élevé, signe d'une forte identité municipale.
- **Enfin, 61 % des personnes interrogées souhaitent que leur maire soit candidat à l'élection municipale de mars 2020.** Ce taux varie légèrement selon la taille de la commune allant de 57 % pour les communes moyennes (10 à 50 000 habitants) à 67 % pour les communes rurales de moins de 2 000 habitants. Aucune différence sociodémographique majeure entre répondants ne modifie le taux moyen de 61 %. En revanche, le niveau de précarité atténue les perspectives de reconduction du maire dans ses fonctions.

- [Télécharger l'analyse complète de Martial Foucault, professeur à SciencesPo et directeur du CEVIPOF](#)
- [Télécharger les résultats de l'enquête](#)



Les attentes des Français vis-à-vis de leurs maires : proximité et reconduction

Analyse de Martial Foucault, professeur à SciencesPo et directeur du CEVIPOF

La France des territoires est-elle en crise ? La crise des Gilets jaunes et les fortes mobilisations autour de ronds-points au cours des mois de novembre et décembre 2018 ont révélé les difficultés qu'éprouve une part de la population quant à l'accès à un certain nombre de services publics locaux. Les enjeux liés aux transports, mobilités, santé, services publics se sont ajoutés à une pression fiscale croissante pour laisser place à une fracture territoriale explosive. Les milliers de réunions locales tenues durant le Grand débat national ont rappelé l'importance de compter sur les médiations municipales pour consigner la parole des citoyens mais aussi renforcer le lien démocratique entre les Français et leurs édiles municipaux, souvent en première ligne. Rappelons que le maire est l'interlocuteur politique de proximité par excellence, celui qui fait vivre l'esprit décentralisateur de la démocratie.

Dans ce contexte de sortie de crise et à quelques mois des prochaines élections municipales, de nombreuses questions restent toutefois en suspens. Quel rôle les communes peuvent-elles jouer pour réenchanter l'idéal démocratique de proximité ? Les attentes locales des citoyens sont-elles compatibles avec les compétences des maires ? Quelles priorités d'action publique (locale) pour réduire lesdites fractures territoriales ?

Dans le cadre de l'Observatoire de la démocratie de proximité, à l'initiative et en partenariat avec l'AMF, le CEVIPOF/SciencesPo a conduit une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 15 308 Français pour connaître leurs attentes en vue des prochaines élections municipales, comprendre le contexte socio-économique local dans lequel les administrés jugent leur maire, et étudier les déterminants du bilan des exécutifs municipaux.

MÉTHODOLOGIE

L'enquête AMF-CEVIPOF/SciencesPo a été construite à partir d'un questionnaire comprenant 68 questions. L'administration de l'enquête a été confiée à IPSOS SOPRA-STERIA qui a interrogé 15 308 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Interrogés entre le 14 et 26 juin 2019, les répondants ont été retenus selon des critères de sexe, âge, profession de la personne de référence du foyer, région, et catégorie d'agglomération.

L'enquête comportait six volets ayant trait à la trajectoire personnelle des répondants vis-à-vis de leur commune, le rôle du maire et de son équipe municipale, les représentations autour du bilan du

maire, les aspirations à une démocratie municipale renouvelée, l'appréciation de certaines réformes gouvernementales et l'état d'esprit des habitants de ces territoires. Plusieurs questions ouvertes sur les insatisfactions et satisfactions des maires feront l'objet d'une analyse de contenu textuel dans une future note.

L'Observatoire de la démocratie de proximité interrogera en octobre prochain l'ensemble des maires de France sur le bilan de leur mandat et les orientations souhaitées d'un nouvel acte de décentralisation. L'enquête sera présentée lors du 102^e congrès des maires et des présidents d'intercommunalité de France en novembre 2019.